

PROTECTION DES ESPACES FORESTIERS



© Source : burst.shopify.com / Auteur : Brodie Vissers

SOMMAIRE

COMPRENDRE	2
QU'EST CE QU'UNE FORET ?	2
POURQUOI PROTEGER LES ESPACES FORESTIERS ?	2
CONNAITRE	2
LA GESTION DES FORETS	2
LES ATTEINTES.....	3
<i>Le défrichement</i>	3
<i>Les coupes et abattages</i>	4
LES MOYENS DE PROTECTION.....	6
AGIR	15
QUESTIONS / REPONSES	16


COMPRENDRE...

► QU'EST-CE QU'UNE FORET ?

Il est compliqué de définir précisément ce qu'on entend par le terme « forêt ». Dans les faits, on mélange souvent bois, espaces boisés et espaces verts.

Cependant, une définition technique semble faire consensus : « Il s'agit d'une formation végétale dominée par des arbres ou arbustes avec un couvert apparent d'au moins 10% de la surface, une largeur moyenne de plus de vingt-cinq mètres, appartenant à un massif de plus de quatre hectares¹. »

D'un point de vue juridique, il existe deux catégories de bois et forêts : ceux qui relèvent du régime forestier, et ceux qui n'en relèvent pas. De la qualification de ces forêts va découler une protection différente.

- *Les forêts qui relèvent du régime forestier* ( [Art. L.211-1 C. forestier](#)). – Il s'agit, d'une part, des forêts appartenant à l'État. Plus précisément, ces forêts font partie du domaine privé de l'État, qui en a la responsabilité en termes de gestion et conservation. D'autre part, relèvent du régime forestier les forêts des collectivités locales et des établissements publics, ainsi que les forêts des établissements d'utilité publique, des sociétés mutualistes et des caisses d'épargne après qu'un arrêté préfectoral ait prononcé expressément leur soumission au régime forestier.

L'ONF met à la disposition du public un certain nombre de données concernant ces forêts publiques - [Consulter](#).




- *Les forêts qui ne relèvent pas du régime forestier*. - Il s'agit des bois qui appartiennent en grande majorité à des particuliers. Il peut s'agir également de parcelles de forêts de collectivités locales.

► POURQUOI PROTEGER LES ESPACES FORESTIERS ?

En surface comme en sous-sol, les forêts **abritent une multitude d'espèces animales et végétales** qui sont interdépendantes. La forêt rend aussi de précieux **services aux écosystèmes**. Les espaces forestiers permettent notamment de préserver la ressource en eau, limiter l'érosion des sols, assurer une bonne qualité de l'air. Les forêts nous protègent les populations humaines des risques naturels (glissements de terrain, inondations, avalanches).

CONNAÎTRE...

► LA GESTION DES FORETS

FORÊTS PUBLIQUES	
ORGANES GESTION	DE
	<ul style="list-style-type: none">● L'ONF <i>A côté de l'ONF, les collectivités locales ont été incitées à se regrouper pour gérer en commun leurs forêts par le biais :</i>● Du syndicat intercommunal de gestion forestière ( Art. L231-1 et suiv. C. forestier) qui regroupe les forêts des communes en vue de leur mise en valeur et de leur gestion.● Du syndicat mixte de gestion forestière ( Art. L232-1 et suiv. C. forestier), qui permet d'associer les collectivités locales avec des établissements publics, des sections de communes ou d'autres personnes morales.● Du groupement syndical forestier ( Art. L233-1 et suiv. C. forestier): c'est un établissement public à caractère administratif. La propriété des bois et forêts est transférée à ce groupement pour favoriser leur rentabilité.
GESTION	Les bois et forêts du domaine de l'État sont gérés sur la base d'un document : « <i>le document</i>

¹ PRIEUR, Michel. *Droit de l'environnement*, 7^e édition, Dalloz, Précis, 2016.

	<p><i>d'aménagement</i> » qui fixe, pour chaque forêt, les objectifs à poursuivre et prévoit les mesures nécessaires pour les atteindre (Art. L.212-1 C. forestier).</p> <p>Toutes les coupes qui ne sont pas réglées par ce document doivent être autorisées par le Ministre de l'agriculture (Art. R.213-22 C. forestier).</p> <p>Même chose pour les forêts des collectivités locales.</p>
--	---

FORÊTS PRIVÉES	
ORGANES GESTION	<p>DE</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Propriétaires privés ● L'ONF peut se voir confier la gestion de la conservation d'un bois ou forêt par un particulier (Art. L.315-2 C. forestier). ● Les « groupements forestiers » ou associations syndicales de gestion forestière : les propriétés privées forestières sont très morcelées. En vue d'améliorer la protection de ces parcelles il existe la possibilité de regrouper ces parcelles. Ainsi, les propriétaires ont la possibilité de faire appel à des groupements forestiers qui sont des sociétés civiles qui ont pour objet la constitution, l'amélioration, l'équipement et la conservation ou la gestion de massifs forestiers (Art. L.331-1 C. forestier).
GESTION	<p><i>Les forêts privées sont soumises au « plan simple de gestion ».</i> – Ce plan peut être demandé par les propriétaires de parcelles d'une surface <u>d'au moins 10 hectares</u> (Art. L.122-4 C. forestier).</p> <p>Ce document est obligatoire pour les bois et forêts des particuliers <u>d'une surface égale ou supérieure à 25 hectares</u> (Art. L.312-1 C. forestier). Ce plan est présenté par le propriétaire au Centre régional de la propriété foncière, qui doit l'approuver. Une fois le plan approuvé, le propriétaire peut procéder <u>sans formalité</u> aux coupes prévues.</p> <p><i>Les forêts privées intégrées dans les périmètres d'actions forestières et l'aménagement foncier agricole et forestier.</i> - Pour mieux répartir les terres entre la forêt, les espaces agricoles, les espaces de nature et de loisirs, les espaces habités en milieu rural et assurer en même temps la préservation des milieux naturels ou des paysages remarquables, des périmètres d'actions forestières ont été institués par les articles L.126-1 et suiv. du Code rural. Un décret énumère les départements dans lesquels ces mesures peuvent être mises en œuvre, puis le préfet détermine les périmètres. Des interdictions de coupes pourront être décidées par le préfet dans ces zones.</p>

► LES ATTEINTES

LE DEFRIQUEMENT

● **Qu'est-ce qu'un défrichage ?** Est un défrichage toute opération volontaire ayant pour effet de détruire l'état boisé d'un terrain et de mettre fin à sa destination forestière. Est également un défrichage toute opération volontaire entraînant indirectement et à terme les mêmes conséquences ([Art. L.341-1 C. forestier](#)). Le défrichage est donc caractérisé par son résultat. Ce critère de la destination forestière permet notamment de couvrir l'arrachage des arbres avec souches et racines, les coupes à blanc ou encore les exploitations abusives suivies de pacage entraînant la destruction de l'état boisé².

● **Opérations exclues.** Certaines opérations sont exclues de la qualification de défrichage. Par exemple, ne sont pas considérées comme des défrichements les opérations qui sont entreprises en application d'une servitude d'utilité publique (charges et obligations qui sont imposées par l'administration publique à un propriétaire)³.

● **Demande d'autorisation.** Une opération de défrichage est soumise à autorisation au titre de [l'article L.341-1 et suiv. C. forestier](#). La demande d'autorisation doit être effectuée auprès de la DDTM (Direction

² Michel LAGARDE, *Forêts – Polices spéciales de la conservation, de l'extension et de l'amélioration des forêts – Action de défricher*, Janvier 2003 [consulté le 06 septembre 2019].

³ Pour connaître les autres opérations qui ne sont pas considérées comme des défrichements, vous pouvez consulter le site : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F31667>.

départementale des territoires et de la mer). L'autorisation peut être refusée si la conservation des bois et des forêts est rendue nécessaire par l'une des fonctions listées à [l'article L.341-5 C. forestier](#).

Par ailleurs, sauf exception, aucune autorisation de défrichement ne peut être accordée dans un espace boisé classé au titre de [l'article L.113-2 du code de l'urbanisme](#).

Il existe certaines opérations pour lesquelles il n'est pas nécessaire d'avoir une autorisation. Ces exceptions sont listées à [l'article L.342-1 C. forestier](#).

EXEMPLE JURISPRUDENTIEL

• A titre d'exemple, une autorisation de défrichement a été refusée car elle concernait l'implantation d'une éolienne dans une zone à risque élevée d'incendie et le projet était de nature à limiter et à gêner l'intervention des moyens aériens de lutte contre les incendies ([CAA de Marseille, 7 juillet 2011, n°09MA00954](#)).

● **Sanctions des défrichements irréguliers.** Tout défrichement de plus de 10 m² effectué sans l'autorisation requise constitue un délit sanctionné en application de [l'article L.363-1 du Code forestier](#) quel que soit le type de forêt impactée. La prescription de ce délit est de 6 ans à compter de l'époque où le défrichement a été consommé.

[L'article L.363-1 du Code forestier](#) prévoit un seuil minimal de superficie supérieure à 10 m² pour constater le délit de défrichement illicite. L'amende s'élève à 150 euros par m² de bois défriché.

Le défrichement illicite d'une **réserve boisée** fait l'objet d'une amende dès le premier m² défriché. En-dessous de 10 m², l'amende forfaitaire est de 3 750 euros, tandis qu'à partir de 10 m², le montant est de 450 euros/m² en application de [l'article L.363-2 du Code forestier](#).

LES COUPES ET ABATTAGES D'ARBRES

● **Qu'est qu'une coupe ?** La coupe désigne des prélèvements d'arbres qui sont programmés et réguliers. C'est une opération qui vise à améliorer ou régénérer un peuplement forestier. Elle obéit à des règles techniques et à des obligations qui sont prévues par le Code de l'urbanisme et le Code forestier.

● **Qu'est-ce qu'un abattage ?** Les abattages sont des opérations qui interviennent ponctuellement et occasionnellement. L'abattage est souvent motivé par un événement imprévu comme une tempête ou une maladie.

● **Soumission à déclaration préalable.** Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à déclaration préalable ([Art. R.*421-23 C. de l'urbanisme](#)) dans les bois, forêts ou parcs situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit, mais où le plan local d'urbanisme n'a pas encore été autorisé, ainsi que dans tout espace boisé classé.

Les coupes ou abattages d'arbres isolés, de haies ou réseaux de haies et de plantations d'alignement peuvent également être soumis à déclaration préalable lorsqu'il s'agit d'espaces boisés classés et que cette modalité a été prévue lors de l'élaboration du PLU ([Art. L.113-1 et L.113-2 C. de l'urbanisme](#)).



COMMENT DISTINGUER LE DÉFRICHEMENT, LA COUPE ET L'ABATTAGE ?

Le défrichement met fin à la destination forestière du terrain, ce que ne font pas les coupes et abattages. En ce sens, l'abattage d'un arbre isolé ne peut pas être considéré comme un défrichement. Une coupe est une intervention qui a lieu dans le cadre de la bonne gestion d'une forêt. Elle ne remet pas en cause la destination forestière du terrain.


Il est conseillé aux propriétaires d'espaces boisés de prendre contact avec la direction départementale des territoires (DDT) afin de connaître la réglementation applicable à leur parcelle. Pour certains usages, il ne sera pas nécessaire de demander une autorisation (coupe de bois de chauffage par exemple).

La déclaration préalable n'est exceptionnellement pas requise dans les cas suivants :

- Enlèvement d'arbres dangereux, de chablis et bois morts ;
- Bois et forêts soumis au régime forestier et administrés conformément à ce régime ;
- Forêt privée dans laquelle s'applique un plan simple de gestion agréé ;

- Coupes entrant dans le cadre d'une autorisation par catégories définies par arrêté préfectoral, pris après avis du centre régional de la propriété forestière (Circulaire du 2 décembre 1977) ;
- Coupes faisant l'objet d'une autorisation délivrée au regard des coupes extraordinaires telles que définies dans le code forestier.

LA DÉCLARATION PRÉALABLE

- Procédure.**  Procédure prévue par [l'article R*. 423-1 et suiv. du Code de l'urbanisme](#) :

Les coupes et abattages d'arbres relèvent de la catégorie des travaux, installations et aménagement. Un formulaire [Cerfa](#) est à remplir.

La déclaration préalable est accompagnée d'un bordereau de dépôt identifiant les pièces jointes au dossier.

Lorsque la déclaration préalable porte sur un projet d'aménagement, elle précise :

 - L'identité du ou des déclarants ;
 - La localisation et la superficie du ou des terrains ;
 - La nature des travaux

Elle comporte également l'attestation du ou des déclarants qu'ils remplissent les conditions définies à [l'article R*. 423-1 du Code de l'urbanisme](#) pour déposer une déclaration préalable.





Les déclarations préalables sont adressées par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou déposées à la mairie.

Pour les coupes et abattages d'arbres, le déclarant doit également fournir une courte description du lieu concerné (bois ou forêt, parc, alignement) et indiquer la nature du boisement (essences, âge, densité, qualité, traitement, etc.), conformément au formulaire de déclaration.
- Procédure d'instruction des dossiers de déclaration préalable.** Le délai d'instruction des déclarations préalables est en principe d'un mois.

L'autorité compétente pour instruire la demande de déclaration préalable est celle désignée pour se prononcer, à l'issue de l'instruction, sur le projet faisant l'objet d'une telle déclaration, à savoir :

 - Le Maire ou Président de l'EPCI pour les coupes et abattages d'arbres situés sur un terrain couvert par un PLU
 - Le Préfet, pour les autres cas.

Les règles de compétence du Maire, du préfet et du président de l'EPCI (en cas de délégation de la compétence communale pour délivrer les autorisations) sont désormais regroupées aux articles L.422-1 et s. et R*. 422-1 et s. du Code de l'urbanisme. **Elles sont communes aux permis et aux déclarations préalables.**

Le silence gardé par l'administration à l'expiration du délai d'instruction indique tacitement qu'elle ne s'oppose pas au projet et que la déclaration préalable est acceptée ( [Art. R*.424-1 C. de l'urbanisme](#)). Le service instructeur émet une décision expresse lorsqu'il s'oppose à la déclaration préalable ou qu'il souhaite édicter des prescriptions. Il se prononce alors par arrêté. La décision s'opposant au projet faisant l'objet d'une déclaration préalable est notifiée au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal.
- Dispense d'affichage pour les déclarations de coupe et d'abattage d'arbres hors secteur urbanisé.** L'affichage sur le terrain de la déclaration n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés ( [Art. R*. 424-15 C. de l'urbanisme](#)). *A contrario*, on en déduit que lorsque la coupe ou l'abattage est situé dans un espace urbanisé les formalités d'affichage prévues par [l'article R*. 424-15 du Code de l'urbanisme](#) s'appliquent.
- La décision de non-opposition est exécutoire dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle elle est acquise** ( [Art. L.424-9 C. de l'urbanisme](#) et [R*. 130-2 C. urbanisme](#)). En cas de non-opposition à un projet ayant fait l'objet d'une déclaration, l'autorité compétente en délivre un certificat sur simple demande du déclarant ou de ses ayants droit ( [Art. R*.424-13 C. de l'urbanisme](#)). Cette disposition permet de disposer d'une preuve de la réalité de la décision tacite par laquelle l'administration a décidé de ne pas s'opposer à la déclaration préalable.
- L'opposition à une déclaration préalable est une décision administrative susceptible de recours.** D'autre part, la suspension de l'exécution d'une décision de non-opposition à une déclaration de travaux peut être obtenue par voie de

référé sur le fondement de [l'article L.521-1 du Code de justice administrative](#) (CJCE CAA Lyon, 15 mars 1993, n° 92LY01526). Un tiers ayant un intérêt à agir a également la possibilité d'effectuer un recours administratif ou contentieux contre la décision consécutive à une déclaration, si cette décision lui fait grief (Lettre-circ. 25 juill. 1986).

● **Sanctions.** En cas d'infraction aux dispositions d'un PLU - et par conséquent aux dispositions visant les espaces boisés classés- les sanctions édictées à [l'article L.480-4 du Code de l'urbanisme](#) sont applicables.

► LES MOYENS DE PROTECTION

Il existe plusieurs **moyens juridiques** permettant d'intégrer les espaces forestiers au sein d'aires protégées⁴.

PAR LE BIAIS DU REGIME FORESTIER

LA RÉGLEMENTATION EN MATIÈRE DE DÉFRICHEMENT

([Art. L. 341 et suivants C. forestier](#))

Le Code forestier établit un régime d'autorisation pour les opérations de défrichement ce qui permet d'assurer la préservation des bois et forêts. [L'article L.341-3](#) du code prévoit :

« Nul ne peut user du droit de défricher ses bois et forêts sans avoir préalablement obtenu une autorisation ».

La procédure de demande et les formalités à accomplir sont fixées aux [articles R.341-1 et suiv. du C. forestier](#).

Nonobstant toutes dispositions contraires, le classement en espace boisé entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement ([Art. L.113-2 C. de l'urbanisme](#)).

Il est fait **exception** à cette interdiction pour l'exploitation des produits minéraux importants pour l'économie nationale ou régionale, et dont les gisements ont fait l'objet d'une reconnaissance par un document d'urbanisme. Dans ce cas, l'autorisation ne peut être accordée que si le pétitionnaire s'engage préalablement à réaménager le site exploité et si les conséquences de l'exploitation, au vu de l'étude d'impact, ne sont pas dommageables pour l'environnement.

RÉSERVES BIOLOGIQUES FORESTIÈRES

([Art. L.212-2-1 et suiv. C. forestier](#))

Le statut de réserve biologique est un outil de protection propre aux forêts publiques, visant à protéger les espaces naturels parmi les plus remarquables, ou abritant des espèces rares et vulnérables.

Peuvent bénéficier de ce statut les forêts relevant du régime forestier et gérées à ce titre par l'Office national des forêts. Il s'agit principalement du domaine forestier de l'Etat et des forêts des collectivités.

■ EXEMPLES JURISPRUDENTIELS ■

- Constitue un défrichement la fait d'ouvrir dans une forêt, des chemins d'exploitation nouveaux et d'élargir des chemins existants (CJCE CA Aix-en-Provence, 5 février 1986).
- La création de chemins d'accès pour desservir et raccorder à la voie publique des lots situés en zone boisée et destinés à être vendus est une opération pouvant à terme conduire à détruire l'état boisé et mettre fin à la destination forestière du terrain (CJCE CA Aix-en-Provence, 18 novembre 1986, Sanchez c/ Dir. Départ. De l'agriculture et de la forêt du Var).
- Doivent être assimilées à un défrichement au sens de l'article L.341-1 du Code forestier des coupes d'arbres sur des parcelles de bois classées par un POS, sur une surface de 24 hectares et dont le périmètre reproduit celui d'un parcours de golf projeté par le pétitionnaire, dès lors que la coupe est de nature à menacer la destination forestière des parcelles (CJCE Conseil d'État, 11 mai 1994, n°145441).

L'initiative du classement en réserve biologique appartient à l'ONF ou au propriétaire de la forêt. La création de la réserve biologique intervient par arrêté ministériel, qui établit des réglementations spécifiques à chaque

⁴ Selon l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), une **aire protégée** est « un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés ».

réserve biologique. Cet arrêté est opposable aux tiers. Une réserve biologique est créée pour une durée illimitée.

Il existe deux types de réserves biologiques :

- Les réserves biologiques dirigées (RBD), où les activités humaines – notamment sylvicoles – sont restreintes et encadrées strictement.

- Les réserves biologiques intégrales (RBI), où toutes les opérations sylvicoles et travaux sont interdits sauf exception. L'objectif est de laisser la forêt se développer de façon spontanée, avec un degré d'intervention humaine minimale.

Une zone tampon périphérique peut être instituée sur des espaces relevant toujours du régime forestier, dans lesquels des règles spécifiques de gestion sont établies en fonction des objectifs propres à la réserve limitrophe.

LE CLASSEMENT DES MASSIFS EN FORÊTS DE PROTECTION

( [Art. L141-1 et suiv. C. forestier](#))

Le classement comme forêt de protection interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection des boisements.


PAR LE BIAIS DE L'URBANISME

LE RÈGLEMENT DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU ou PLUi)


( [Art. L.151-20 et suivants C. de l'urbanisme](#))

Le règlement du PLU fonde la délivrance des autorisations d'occupation du sol : il fixe les règles générales et les servitudes d'utilisation et d'occupation des sols applicables sur le territoire communal ou intercommunal.

Le règlement et les documents graphiques qui l'accompagnent sont opposables aux demandes de permis de construire.

Certaines dispositions peuvent réglementer la surface de plancher des constructions situées dans un domaine boisé, en fonction de la taille des terrains, « *si la préservation de la qualité des boisements et espaces verts le justifie* » ( [Art. L.151-20 et suivants C. de l'urbanisme](#)).



L'article L.151-23 du code de l'urbanisme prévoit par ailleurs que « *Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.* »

Enfin, des emplacements réservés aux espaces verts ou nécessaires aux continuités écologiques peuvent être institués ( [Art. L.151-41 C. de l'urbanisme](#)). Cela permet de geler une emprise, un terrain, ou une partie de terrain en vue d'une affectation prédéterminée. Ces emplacements sont destinés à recevoir des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général, ou encore des espaces verts existants ou à créer.

LES ESPACES BOISÉS CLASSÉS (EBC)

( [Art. L.113-1 et suiv. C. de l'urbanisme](#))

Plusieurs mécanismes de protection des espaces boisés peuvent être mis en œuvre, voire se superposer sur un même espace :

→ Les uns sont régis par le Code forestier. Il en est ainsi des forêts domaniales et autres forêts ( [Art. L.211-1 et s. C. forestier](#) ; [Art. L.3211-5 CGPPP](#)), bois et forêts des particuliers ( [Art. L.311-1 et s. C. forestier](#)), forêts de protection, etc.

→ Les autres dépendent du Code de l'urbanisme. La procédure de classement d'un espace boisé peut être mise en œuvre : dans les zones d'aménagement concerté, dans les secteurs sauvegardés couverts par un plan

de sauvegarde et de mise en valeur, dans les espaces naturels sensibles. Selon [l'article L.113-1 du Code de l'urbanisme](#) les PLU peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils soient soumis ou non au régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies et réseaux de haies, des plantations d'alignements. Sont considérés comme EBC, les terrains boisés classés par des documents d'urbanisme approuvés OU par un projet d'aménagement établi en application de la législation antérieure.

1/ Si le PLU est prescrit et en cours d'élaboration : toutes les coupes et abattages sont soumis à déclaration préalable, sauf exception (application du régime forestier ; si les coupes sont autorisées par arrêté préfectoral après avis du Centre national de la propriété forestière...).

2/ Si le PLU est rendu public ou est approuvé, les coupes et abattages dans les EBC sont soumises à déclaration préalable, sauf :

- Lorsque le propriétaire procède à l'enlèvement des arbres dangereux, des chablis et des bois morts ;
- Lorsque les bois et forêts sont soumis au régime forestier ;
- Lorsque le propriétaire a fait agréer un plan simple de gestion ;
- Lorsque les coupes entrent dans le cadre d'une autorisation définies par arrêté préfectoral ;
- Lorsque les coupes font l'objet d'une autorisation.

La délivrance de l'autorisation de coupe ou d'abattage d'arbres est de la compétence du Maire ou du Président de l'EPCI lorsqu'il existe un plan local d'urbanisme approuvé, du préfet dans les autres cas.

Par ailleurs, le classement en EBC entraîne l'interdiction de tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la création des boisements.

Lorsqu'elle envisage de déclasser un espace boisé de son PLU, la commune doit saisir préalablement la commission départementale de la nature des paysages et des sites (CDNPS). La délibération de déclassement ne peut intervenir sans l'avis de cette commission. ⚖️ Doit être annulée, car prise au terme d'une procédure irrégulière, la délibération du conseil municipal portant révision simplifiée du plan et permettant la reprise d'une exploitation de carrière dans un espace boisé classé, dès lors que la commission n'a pas été consultée et n'a pas donné son avis avant l'intervention de la délibération ([CAA Bordeaux, 6 janv. 2009, n°07BX00390](#)).

■ INTERVENTIONS DES APNE ■

Les associations de protection de l'environnement peuvent influencer la création ou le maintien d'un EBC en participant à l'élaboration du PLU :

- Au cours de la concertation publique obligatoire (☑ [Art. L.103-2 C. de l'urbanisme](#))
- En demandant à être consultée (☑ [Art. L.132-12 C. de l'urbanisme](#))
- En participant à l'enquête publique (☑ [Art. L.153-19 C. de l'urbanisme](#))

🔍 LES CRITERES DU CLASSEMENT

Le classement en espace boisé n'est pas subordonné à la valeur du boisement existant

→ La qualité médiocre des arbres situés sur une parcelle déjà partiellement urbanisée ne fait pas obstacle au classement (☞ [Conseil d'État, 5 décembre 1986, n°55448](#) ; [Conseil d'État, 31 juillet 1996, n°129551](#)).


→ A également été jugée légale une mesure de classement concernant une propriété située dans une zone naturelle non constructible faisant partie d'un important massif boisé alors même que des aménagements routiers situés à proximité provoquent une humidité peu propice à une exploitation forestière normale (☞ [Conseil d'État, 27 février 1987, n°66571](#)).

→ Les auteurs du POS n'ont pas commis d'erreur manifeste d'appréciation en classant en espace boisé une parcelle non entièrement plantée d'arbres, située à proximité d'un massif forestier dont elle n'est séparée que par un chemin rural (☞ [CAA Versailles, 24 novembre 2005, n°03VE03975](#)).

→ A l'inverse, le Conseil d'État a décidé qu'en égard au très petit nombre d'arbres existant sur un terrain, le **déclassement** de celui-ci, lors de la révision du POS, n'était pas entaché d'une erreur manifeste d'appréciation, dès lors qu'il était substituée à cette protection une zone d'espaces verts à créer dans le plan-masse du secteur incluant ce terrain (☞ [Conseil d'État, 23 octobre 1989, n°79875](#)).

Le classement en espace boisé n'est pas subordonné à l'existence préalable d'un boisement


Le code de l'urbanisme prévoit que cette mesure peut concerner des espaces boisés à **créer**. Il en résulte que des terrains totalement dépourvus de boisement peuvent être classés.


Le classement peut toucher des terrains n'ayant jamais fait l'objet de boisement, les auteurs d'un POS pouvant, pour des motifs d'urbanisme, prévoir la modification des modalités existantes d'utilisation du sol ( [Conseil d'État, 14 décembre 1984, n°43338](#) ; [Conseil d'État, 15 janvier 1999, n°164737](#)).

La [loi paysage du 8 janvier 1993](#) a par ailleurs ouvert la possibilité de classer des arbres isolés.

Motifs invoqués pour justifier le classement

Si le motif essentiel que peut mettre en avant l'administration est la nécessité de sauvegarder des espaces boisés de qualité, l'autorité administrative n'étant liée ni par la qualité du boisement, ni même par sa préexistence, peut invoquer tout motif d'urbanisme :

→ Réalisation d'une coulée verte entre deux zones urbanisées ( [TA Nice, 23 février 1988, n°228386](#))


→ Protection contre les nuisances sonores provenant d'infrastructures routières ( [Conseil d'État, 19 mai 1989, n°73646](#)).

REGIME JURIDIQUE DES EBC

Interdiction des changements d'affectation

Le classement en espaces boisés empêche les changements d'affectation ou les modes d'occupation du sol de nature à **compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements**.


Le classement **n'interdit pas toute utilisation du sol**. Pour refuser un permis de construire ou une autorisation de travaux sur la base des dispositions de [l'article L. 113-1](#), il appartient à l'autorité administrative, sous le contrôle du juge, d'apprécier si la construction ou les travaux projetés sont de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.



 En estimant que le maire était tenu de s'opposer aux travaux déclarés pour l'extension d'une habitation du seul fait qu'ils étaient situés dans un espace boisé classé par le POS, sans rechercher s'ils compromettaient la conservation ou la protection de cet espace boisé, le tribunal administratif a entaché son jugement d'une erreur de droit ([Conseil d'État, 31 mars 2010, n°310774](#)).

Changements d'affectation jugés incompatibles avec le classement en EBC :


→ Les opérations qui conduisent à remettre en cause les boisements, ne serait-ce que de manière accessoire.


→ Certaines opérations qui, bien que ne nécessitant pas une autorisation de coupe et d'abattage, sont de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création du boisement.

 Tel est le cas de la construction sur un terrain classé espace boisé, d'une maison d'habitation ([Conseil d'État, 22 juill. 1994, n°138212](#)), d'une rampe d'accès de 93 m à un parking public ([Conseil d'État, 20 janv. 1984, n°34945](#)), d'un terrain de camping ([Conseil d'État, 30 nov. 1994, n°140611](#)), d'une piscine couverte ([CAA Nantes, 15 avr. 1998, n°97NT01909](#)), du parc de stationnement d'un bâtiment autorisé ([Conseil d'État, 31 oct. 1986, n°62424](#)) ou de ses voies d'accès ([Conseil d'État, 13 mars 1989, n°61117](#)).

 Dans une affaire, la construction d'un box à chevaux de 317 m² était envisagée dans un EBC, à la place d'un hangar de 140 m², précédemment détruit par une tempête. Pour le juge administratif, le projet entraînait un changement d'affectation préjudiciable à la conservation de l'espace boisé, alors même qu'il ne suscitait ni coupe ni abattage. Seule la reconstruction à l'identique des bâtiments détruits par un sinistre est autorisée par le code de l'urbanisme ( [Art. L. 111-3 C. de l'urbanisme](#)). En l'espèce, le changement d'affectation s'accompagnait d'une extension significative ([CAA Versailles, 6 avril 2006, n°05VE00396](#)).

Changements d'affectation jugés compatibles avec le classement en EBC :

→ La création d'un lotissement incluant dans son périmètre un espace boisé classé dès lors que cette opération prévoit la réalisation d'espaces verts englobant la zone boisée protégée ( [TA Orléans, 20 mai 1986, n°833533](#)). En l'espèce, le statut juridique d'espace vert accordé par les documents du lotissement et la modicité de l'emprise (une centaine de m²) ont dicté la solution retenue par le juge ;

→ Les constructions qu'implique la vocation forestière de l'espace boisé : bâtiments affectés à la lutte contre l'incendie, abris forestiers ( [TA Orléans, 24 mars 1987, n°844724](#)).

Changements d'affectation autorisés par le code de l'urbanisme :

→ **Possibilité de construire sur une partie de terrain boisé** : Le propriétaire d'un terrain classé peut, en contrepartie de la cession du surplus, bénéficier d'une autorisation de construire sur une partie du terrain classé n'excédant pas un

dixième de la superficie dudit terrain.


→ **Échange entre terrain boisé et terrain à bâtir** : L'État, les départements, les communes et les établissements publics réalisant des opérations d'urbanisme peuvent offrir, à titre de compensation, un terrain à bâtir aux propriétaires qui consentent à leur céder gratuitement un terrain classé comme espace boisé.

→ **Dérogation pour l'exploitation de certains produits minéraux** : L'interdiction de changement d'affectation des sols ne s'applique pas lorsqu'il s'agit d'exploiter des produits minéraux importants pour l'économie nationale ou régionale dont les gisements ont fait l'objet d'une reconnaissance par le PLU.

LES DIRECTIVES TERRITORIALES D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (DTADD)

( [Art. L.102-4 et suiv. C. de l'urbanisme](#))

Une DTADD est élaborée par et à l'initiative de l'Etat, en association avec les collectivités concernées par le périmètre de la directive. Le projet de DTADD est soumis à évaluation environnementale, avant d'être approuvé par décret en Conseil d'Etat.

 Les DTADD ne précisent pas les modalités d'application des lois montagne et littoral. De plus, elles ne sont pas directement opposables aux documents d'urbanisme : les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la DTADD doivent être qualifiées par le préfet, dans un délai de 12 ans, de Projet d'intérêt général (PIG) afin qu'elles puissent s'imposer aux SCOT et PLU.


Les DTA (toujours valables si approuvées ou en cours d'élaboration avant la publication de la loi Grenelle II) et les DTADD qualifiées de PIG peuvent imposer aux documents d'urbanisme de rang inférieur des mesures de protection de certains espaces, dont les espaces forestiers.

LES DIRECTIVES DE PROTECTION ET DE MISE EN VALEUR DES PAYSAGES

( [Art. L.350-1 et R.350-4 C. de l'environnement](#))

L'Etat peut prendre des directives de protection et de mise en valeur des paysages « *sur des territoires remarquables par leur intérêt paysager, définis en concertation avec les collectivités territoriales concernées et lorsque lesdits territoires ne font pas l'objet de directives territoriales d'aménagement* ».

Les orientations et principes fondamentaux de protection et de mise en valeur de ces directives doivent être respectés dans un rapport de compatibilité, par les documents d'urbanisme. Les dispositions de la directive sont par ailleurs opposables aux demandes d'autorisation de défrichement, d'occupation et d'utilisation du sol en l'absence de document d'urbanisme opposable aux tiers (PLU, cartes communales) ou en présence d'un document d'urbanisme incompatible avec la directive.

Les directives de protection et de mise en valeur des paysages peuvent imposer aux documents d'urbanisme de rang inférieur des mesures de protection de certains espaces, **dont les espaces forestiers** ( [Art. R.350-4 C. de l'environnement](#)).

PAR LE BIAIS DU CODE RURAL ET DE LA PÊCHE MARITIME

PROTECTION DE BOISEMENTS LINEAIRES ET HAIES

( [Art. L.126-3 et suiv. C. rural et de la pêche maritime](#))

Le préfet peut prononcer la protection de boisements linéaires, haies et plantations d'alignement existants ou à créer :

- Soit lorsque ces boisements ont été identifiés par la Commission communale d'aménagement foncier comme des éléments présentant un intérêt pour les continuités écologiques et les paysages ;
- Soit lorsque le propriétaire en fait la demande.

Ces boisements seront alors identifiés par un plan accompagné d'un descriptif de leur situation cadastrale. Leur destruction est soumise à l'autorisation préalable du préfet donnée suite à l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier.

Pour être susceptibles d'être protégés, les boisements linéaires, haies et plantations d'alignement doivent répondre à certaines conditions (essences, superficie minimale) énumérées à [l'article R.126-15 du Code rural et de la pêche maritime](#).

La destruction de haies et boisements protégés sur ce fondement est punie d'une amende de 3750 euros.

PAR LE BIAIS DES ESPACES NATURELS

LES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (ZNIEFF)

([Art. L.411-1 A et D.411-21-1 et suiv. C. de l'environnement](#))

Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) est un secteur du territoire très intéressant du point de vue écologique puisque cette zone participe au maintien de grands équilibres naturels, de milieu de vie d'espèces animales et végétales.

Ces ZNIEFF ont fait l'objet d'un inventaire scientifique national sous l'autorité du Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN), pour le compte du Ministère de l'Environnement. Lancé en 1982, cet inventaire a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. L'objectif était donc de constituer un inventaire de zones naturelles qui devra être consulté avant tout projet d'aménagement.

Il existe deux types de ZNIEFF⁵ : Type I, correspondant à un intérêt biologique remarquable et de type II couvrant les grands ensembles naturels.

Si les ZNIEFF n'ont pas de valeur juridique en elles-mêmes (ce ne sont pas des outils de protection réglementaires), elles constituent **une preuve scientifique de la richesse écologique** des espaces concernés et de l'importance de les protéger. Par exemple, les ZNIEFF font partie du **porter à connaissance (PAC) du préfet** vers les communes et EPCI lors de l'élaboration des documents d'urbanisme.

La délimitation d'une ZNIEFF repose sur une analyse scientifique de l'intérêt écologique et patrimonial de la zone. Elle **prend notamment en compte la présence d'espèces ou d'habitats naturels « déterminants »**.

Un espace boisé peut être inventorié dans une ZNIEFF, en dehors de toute considération de surface, lorsqu'il est considéré comme un **élément important de la biodiversité régionale, pour sa valeur propre ou pour celle des espèces qu'il abrite**.

LES RÉSERVES NATURELLES NATIONALES ET RÉGIONALES

([Art. L.332-1 et suivants C. de l'environnement](#))

Les réserves naturelles nationales sont créées à l'initiative de l'Etat, par décret. Assez fréquemment, la procédure de création est demandée par une association de protection de la nature. L'objectif est de protéger des espaces présentant un intérêt pour la faune, la flore, le patrimoine géologique ou paléontologique ou, d'une manière générale, pour la protection des milieux naturels.

La création d'une réserve naturelle régionale appartient au conseil régional, à son initiative propre ou à la demande d'un ou de plusieurs propriétaires concernés. Lorsqu'une création est envisagée, le conseil régional transmet le dossier au préfet de région qui lui indique si l'Etat envisage la constitution d'une réserve naturelle nationale ou de toute autre forme de protection réglementaire sur le même site et qui l'informe des projets de grands travaux et d'équipements susceptibles d'être implantés sur le territoire de la réserve, ainsi que des servitudes d'utilité publique applicables au même territoire ([Art. R.332-31 C. de l'environnement](#)).

Les projets de classement sont soumis à enquête publique.

La gestion des réserves naturelles peut notamment être confiée par voie de convention à des établissements publics, des groupements d'intérêt public ou des associations ayant pour objet statutaire principal la protection du patrimoine naturel, à des fondations, collectivités territoriales...

⁵ www.dictionnaire-environnement.com, *Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)*, [consulté le 21 août 2019], disponible sur : https://www.dictionnaire-environnement.com/zone_naturelle_interet_ecologique_faunistique_et_floristique_znieff_ID1355.html.

Dans chaque réserve naturelle est institué un comité consultatif. Les catégories de personnes mentionnées à [l'article R.332-15 du Code de l'environnement](#) doivent y être présentes, notamment les représentants d'associations agréées de protection de l'environnement.
Un conseil scientifique peut également être institué.

Des **périmètres de protection** peuvent être institués autour des réserves, sur proposition ou après accord des conseils municipaux concernés et après enquête publique. A l'intérieur des réserves naturelles et au sein de ces périmètres de protection, des prescriptions peuvent être instaurées. Il est possible d'interdire toute action susceptible d'altérer le caractère ou de porter atteinte à la réserve naturelle. Ces prescriptions peuvent concerner les mêmes actions que celles visées par la réglementation interne de la réserve naturelle nationale.

Peuvent notamment être réglementés ou interdits la chasse, la pêche, les activités agricoles, forestières, pastorales, industrielles, sportives et touristiques, l'exécution de travaux publics ou privés, le stationnement des personnes, des véhicules et des animaux... ([Art. L.332-3 C. de l'environnement](#)).

LES PARCS NATIONAUX

([Art. L.331-1 / R.331-1 et suiv. C. de l'environnement](#))

La création d'un parc national est décidée par décret en Conseil d'Etat, au terme d'une procédure prévue à [l'article L.331-7 du Code de l'environnement](#) comportant une enquête publique. Le décret de création d'un parc national délimite le périmètre du parc, fixe les règles générales de protection qui s'y appliquent, approuve la charte du parc et crée l'établissement public national chargé de l'administration du parc. A compter de la publication du décret approuvant la charte ou sa révision, le représentant de l'Etat dans la région soumet celle-ci à l'adhésion des communes concernées.

Un parc national se compose de deux territoires :

→ Le cœur du parc, territoire soumis à une réglementation particulière qui encadre plus ou moins fortement certaines activités afin de s'assurer de leur compatibilité avec la préservation du milieu. A l'intérieur du cœur du parc, des « réserves intégrales » peuvent être constituées pour des raisons scientifiques, elles ne sont pas accessibles au public.

→ L'aire d'adhésion, zone qui entoure le cœur du parc et qui résulte de la libre adhésion à la charte du parc national des communes situées à l'intérieur d'un périmètre optimal fixé par le décret de création du parc.

Tous les terrains qui se trouvent à l'intérieur du périmètre d'un parc national se trouvent soumis à la réglementation qui y est applicable. Les documents de planification et aménagement qui concernent des espaces inclus dans le Parc doivent être soumis pour avis à l'établissement public de gestion ([Art. L.331-3 C. de l'environnement](#)). C'est notamment le cas pour les documents relatifs aux à l'agriculture et la sylviculture.


[L'article L.331-26 du Code de l'environnement](#) prévoit que : « *Est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende le fait de contrevenir aux dispositions des [articles L. 331-4, L. 331-4-1, L. 331-5, L. 331-6, L. 331-14, L. 331-15 et L. 331-16](#) en effectuant, dans le cœur d'un parc national ou dans les espaces ayant vocation à le devenir, des travaux, constructions ou installations interdits ou sans autorisation ou en méconnaissance des prescriptions dont l'autorisation est assortie ou en se livrant, dans le cœur d'un parc, à des activités interdites ou en méconnaissance de la réglementation dont elles sont l'objet. La tentative de l'infraction est punie des mêmes peines.* »

LES PARCS NATURELS RÉGIONAUX

([Art. L.333-1 / R.333-1 et suivants C. de l'environnement](#))

Le classement d'un territoire en parc naturel régional se fait à l'initiative du Conseil régional, par le biais de l'élaboration d'une charte constitutive, à laquelle est associé le préfet. Les orientations et les mesures de gestion du Parc naturel régional sont définies par cette charte. Elles doivent être appliquées par l'Etat et les collectivités locales adhérentes à la charte.

Le projet de charte constitutive est élaboré et approuvé par la région avec l'ensemble des collectivités territoriales concernées, en concertation avec les partenaires intéressés. C'est ensuite le préfet qui le transmet, avec son avis motivé, au Ministre chargé de l'environnement. Ce dernier adopte la charte par décret portant classement du territoire en parc naturel régional pour une durée de douze ans (renouvelable). L'aménagement et la gestion des parcs naturels régionaux sont confiés à un syndicat mixte.

Tous les terrains qui se trouvent à l'intérieur du périmètre d'un parc naturel régional se trouvent soumis à la réglementation qui y est applicable. Les documents de planification et aménagement qui concernent des espaces inclus dans le Parc doivent être soumis pour avis au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional ( [art. L.333-1 C. de l'environnement](#)). C'est notamment le cas pour les documents relatifs aux continuités écologiques et orientations forestières.

PAR LE BIAIS DES ESPECES PROTEGEES ET HABITATS

LE RÉSEAU NATURA 2000

( [Directive Habitats de 1992 / Directive Oiseaux de 2009 / Art. L.414-1 et suivants C. de l'environnement](#))

Deux types de zones peuvent être concernées par les sites « Natura 2000 » :

→ Les zones spéciales de conservation (ZSC) – *Directive habitats* –, qui comprennent des habitats naturels menacés, ou qui constituent l'habitat d'espèces de faune et de flore rares ou menacées, ou encore qui sont des espaces « *offrant des exemples remarquables des caractéristiques propres aux régions* ».

→ Les zones de protection spéciale (ZPS) – *Directive oiseaux* –, qui sont des lieux d'habitat, de reproduction ou encore d'hivernage d'espèces d'oiseaux.


C'est au préfet qu'appartient l'initiative de la désignation d'une ZSC ou d'une ZPS. Il soumet sa proposition pour consultation aux organes délibérants des communes et EPCI concernés.

Les dossiers de propositions sont ensuite transmis au Ministre chargé de l'environnement. Après consultation interministérielle :

→ *Pour les ZSC* : l'Etat envoie une proposition de site à la Commission européenne qui l'évalue et publie la liste des Sites d'Importance Communautaire (SIC) dans le Journal Officiel de l'UE. Ensuite, un arrêté ministériel est pris au niveau national, portant création de la ZSC.

→ *Pour les ZPS* : elles sont désignées par arrêté ministériel, qui est notifié à la Commission européenne

Pour chaque site Natura 2000, un document d'objectifs (DOCOB) définit les mesures de gestion à mettre en œuvre. C'est à la fois un document de diagnostic et un document d'orientation pour la gestion des sites Natura 2000. Un comité de pilotage Natura 2000 créé par le Préfet et regroupant l'ensemble des acteurs concernés, dont les associations de protection de l'environnement assure l'application et le suivi des mesures prévues.

Tous les plans, programmes, projets, travaux et activités susceptibles d'impacter de manière significative un site Natura 2000 doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences ( [art. L.414-4 C de l'environnement](#)).


LES ARRÊTÉS DE PROTECTION DE BIOTOPE (APB)

( [Art. R.411-15 et suiv. C. de l'environnement](#))

C'est le préfet qui peut fixer, par arrêté, « les mesures tendant à favoriser la protection ou la conservation des biotopes tels que : 1° Mares, marécages, marais, haies, bosquets, landes, dunes, pelouses, récifs coralliens, mangroves, ou toutes autres formations naturelles, peu exploitées par l'homme ; ».

Ces APB sont pris après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, ainsi que de la chambre départementale d'agriculture. Lorsque les biotopes sont situés sur des terrains relevant du régime forestier, l'avis du directeur régional de l'Office national des forêts est requis.

L'arrêté de protection de biotope ne comporte pas de mesures de gestion ; il est limité à des mesures d'interdiction ou d'encadrement d'activités pouvant porter atteinte d'une manière indistincte à l'équilibre biologique des milieux. Un APB peut **interdire ou bien encadrer** une activité d'exploitation forestière.

Le fait de contrevenir aux dispositions des arrêtés de protection de biotope est puni d'une **contravention de la quatrième classe** (750 €) ( [Art. R415-1 C. de l'environnement](#)).

⚠ Les arrêtés de protection de biotope ne sont pas des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols et ne doivent donc pas être annexés aux plans locaux d'urbanisme.


LA PRÉSERVATION DU PATRIMOINE BIOLOGIQUE

( [Art. L.411-1 et suiv. C. de l'environnement](#))

La préservation du patrimoine biologique a pour objectif de restaurer et maintenir l'état de conservation des espèces les plus menacées. Pour cela, le Code de l'environnement prévoit une protection des espèces de faune et de flore sauvages protégées par arrêté ministériel ainsi que de leurs habitats et lieux de reproduction. Ainsi, une coupe de bois peut être totalement ou partiellement interdite si l'arbre ou les arbres abritent une espèce protégée au titre de cette réglementation. La coupe peut également être repoussée à une date ultérieure, en dehors de période de nidification par exemple. Certaines espèces d'insectes occupent les arbres morts et ces habitats seront également protégés au titre du code de l'environnement.

PAR LE BIAIS DE LA POLITIQUE DE L'EAU


Dans chaque bassin ou groupement de bassins, un schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) fixe les orientations fondamentales de la gestion et de la protection des ressources en eau et des milieux aquatiques. Ce schéma directeur peut être complété dans chaque sous-bassin par un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).

Les schémas de cohérence territoriale sont compatibles avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux ( [Art. L.131-1 C. de l'urbanisme](#)).


Afin de garantir une **meilleure protection des forêts alluviales et de la ripisylve**, il est important que les dispositions des SDAGE et SAGE soient pleinement intégrées dans les documents d'urbanisme.

LE CAS PARTICULIER DES RIPISYLVES

● Qu'est-ce qu'une ripisylve ? - Une ripisylve est une formation végétale qui se développe sur les bords des cours d'eau ou des plans d'eau situés dans la zone frontière entre l'eau et la terre. Les ripisylves sont constituées de peuplements particuliers en raison de la présence d'eau sur des périodes plus ou moins longues : saules, frênes en bordure, ormes en hauteur, chênes et charmes sur le haut des berges...

● Quelle protection ? « *Le long de certains cours d'eau, sections de cours d'eau et plans d'eau de plus de dix hectares, l'exploitant ou, à défaut, l'occupant ou le propriétaire de la parcelle riveraine est tenu de mettre en place et de maintenir une couverture végétale permanente composée d'espèces adaptées à l'écosystème naturel environnant sur le sol d'une largeur d'au moins cinq mètres à partir de la rive* » ( [Art. L.211-14 C. de l'environnement](#)).

La liste des cours d'eau le long desquels s'applique cette obligation est arrêtée par l'autorité administrative.

● **Quelle sanction ?** Si cette obligation de maintenir une couverture végétale permanente n'est pas respectée, l'autorité administrative doit mettre en demeure la personne responsable. Si à l'issue du délai fixé par la mise en demeure, elle n'a pas agi, l'autorité administrative peut notamment : consigner une somme correspondant au montant des travaux à réaliser avant une date déterminée, faire procéder d'office aux frais du responsable, à l'exécution des mesures prescrites etc. ( [Art. L.171-8 C. de l'environnement](#)).



■ QUE FAIRE FACE A LA DESTRUCTION D'UN BOISEMENT ?

✓ **Récoltez des preuves de l'atteinte.** - La récolte de preuves est primordiale. En effet, la preuve va établir et prouver la réalité de la situation. Il est donc important de prendre des photos de l'atteinte constatée (coupe, défrichage, etc.).

N'hésitez pas à prendre plusieurs photos sous des angles différents, afin de pouvoir situer la coupe dans son environnement immédiat et d'avoir une idée de l'échelle.

Si possible, placez un journal daté du jour de la prise de photos dans un coin de la photo afin d'appuyer la preuve de la date du cliché.

⚠ **Veillez à respecter le droit de propriété.** Vous ne pouvez pas pénétrer sur un terrain privé sans autorisation. Veillez à prendre les photos depuis les routes et chemins publics.

✓ **Vérifiez l'existence d'une autorisation.** - Avant toute signalisation d'infraction, il convient de se renseigner afin de savoir si les formalités administratives ont été respectées. Il faut vérifier si une autorisation de défrichage est affichée sur le terrain. L'absence d'affichage de l'autorisation d'un défrichage peut laisser penser que celui-ci n'est pas autorisé, mais ce n'est pas toujours le cas.

Afin de vérifier l'existence d'une autorisation, contactez les autorités compétentes, c'est-à-dire la mairie ou la préfecture selon les cas.

Si l'espace sur lequel ont été effectués les travaux fait l'objet d'une protection en tant qu'EBC ou élément du paysage, un avis de dépôt de la déclaration de coupe est affiché en mairie dans les 15 jours du dépôt et la décision de non opposition à déclaration l'est également, dans les 8 jours de la délivrance.

Dans le cas d'une protection au titre du code rural, demandez à la préfecture si une autorisation a été délivrée. S'il s'agit d'une forêt privée de plus de 25 hectares, un plan simple de gestion a dû être déposé auprès de l'ONF. Ce plan régleme les coupes et abattages directement. Le pôle forêt de la DDTM pourra vous renseigner sur l'existence d'un plan simple de gestion sur le site concerné par la coupe.

✓ **Prévenez les autorités compétentes.** - Vous pouvez vous tourner vers le maire de la commune en question, qui peut intervenir au titre de son pouvoir de police.

En vertu de [l'article L.2212-1 du Code général des collectivités territoriales](#), le maire doit veiller, à travers ses pouvoirs de police, à assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique dans sa commune. En tant que garant de la police de l'urbanisme sur son territoire, il est le premier et principal échelon de cette lutte. Il va pouvoir faire dresser un procès-verbal par ses agents de police municipale ([Art. L. 480-1 C. de l'urbanisme](#)).


Si le maire ne réagit pas face à l'atteinte, le préfet, en vertu de [l'article L.2215-1 du Code général des collectivités territoriales](#), dispose d'un pouvoir de substitution, et peut, par arrêté motivé, se substituer au maire pour l'exercice des pouvoirs de police.

Vous pouvez également vous tourner vers les agents de l'Etat type ONF, OFB ou DDTM ou encore vers des gardes champêtres ou des agents de police municipale, qui en vertu de [l'article L.161-4 du Code forestier](#), sont compétents pour constater des infractions forestières.

En cas d'inertie du maire ou du préfet dans la mise en œuvre de leurs pouvoirs de police, **il peut être utile de rappeler dans des courriers** qu'ils ont obligation de réagir et qu'ils engagent leur responsabilité en ne faisant pas usage de ces pouvoirs. En dernier recours, il est possible de saisir le Tribunal administratif afin qu'il annule la décision de refus du Maire de dresser un PV d'infraction.

✓ **Une suite possible : le dépôt de plainte pour faire condamner l'infraction.** - La plainte permet de demander des sanctions pénales contre l'auteur des faits.

La plainte est à adresser au procureur de la république compétent sur le territoire de l'infraction. Il est également possible de porter plainte dans une gendarmerie. Un agent ne peut pas refuser de prendre votre plainte. Veillez à demander une preuve de l'enregistrement de votre plainte.


✓ **Le référé conservatoire : un moyen de faire suspendre les travaux.** - Avant ou après destruction, il est possible de déposer un référé conservatoire ou de remise en état auprès du Tribunal judiciaire ( [Art. 834 et suiv. du C. de Procédure Civile](#)).

Dans ce cas, le juge des référés est sollicité pour « *prescrire les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite* ». Dans ce cadre, il faudra démontrer au juge que l'urgence et l'illégalité de la situation justifient une action rapide.



QUESTIONS/RÉPONSES...

► Les plantations d'alignements sont-elles toujours protégées ?

Le préfet peut prononcer la protection de boisements linéaires, haies et plantations d'alignement, existants ou à créer ( [Art. L.126-3 C. rural](#)) :

- Soit lorsque des emprises foncières ont été identifiées pour l'exécution de travaux de nettoyage, remise en état, création et reconstitution d'éléments présentant un intérêt pour les continuités écologiques et les paysages tels que les haies, plantations d'alignement, talus, fossés et berges.

- Soit lorsque le propriétaire en fait la demande.

Leur destruction sera soumise à autorisation préalable du préfet, donnée après avis de la commission départementale d'aménagement foncier. Le fait de détruire sans autorisation des boisements, haies et plantations d'alignement est puni d'une amende de 3750 euros.

► Le classement EBC implique-t-il une modification ou une révision du PLU ?

La création d'un EBC peut être faite à l'occasion de la création d'un PLU, de sa révision ou de sa modification.

Pour rappel, la réduction ou la suppression d'un EBC ne peut être faite que dans le cadre de la procédure lourde de révision ou de révision simplifiée du document d'urbanisme.

► Que signifie la notion de « jardins remarquables » ?

Le label « jardin remarquable » témoigne de la qualité de certains jardins et des efforts faits pour leur présentation et l'accueil du public. Il peut être accordé à des jardins protégés ou non au titre des monuments historiques.

Mis en place en 2004, ce label d'État est accordé pour une durée de 5 ans aux parcs et jardins ouverts au public qui présentent un grand intérêt sur le plan de l'histoire, de l'esthétique ou encore de la botanique. Cet intérêt doit se doubler d'un entretien exemplaire, respectueux de l'environnement, ainsi que d'un accueil attentif du visiteur.

Toutefois, ce label n'implique pas de contraintes juridiques particulières.

► Existe-il une protection particulière concernant les arbres trentenaires ?

Le code civil prévoit une protection pour les arbres trentenaires, notamment en cas de conflit de voisinage.

[L'article 672 du Code civil](#) prévoit que le voisin peut exiger que les arbres, arbrisseaux et arbustes, plantés à une distance moindre que la distance légale, soient arrachés ou réduits, à moins qu'il n'y ait prescription trentenaire.